

CATALOGNE ET CORSE : ITINÉRAIRE DANS BARCELONE

Suite de la première page

La Sage au triomphe serein, la Barcelone Gothique. La Barcelone de Gaudí, autre espace-temps, qui envoûte de la Sagrada Família au Parc Güell qui saisit lorsque les formes galbées de la Pedrera et de la Casa Batlló surprennent le flâneur du Passeig de Gràcia. La Barcelone Olympique. La Barçà du Nou Camp. La Barcelone politique du Palau de la Generalitat (siège du gouvernement autonome), de l'Ajuntament (l'hôtel de ville) au Parlament de Catalunya. La Barcelone industrielle, puissance économique qui révèle un dynamisme étonnant



sur l'infinie Avinguda Diagonal où s'agrègent, les unes aux autres, les succursales de Coca Cola, Danone, Kodak, de la Société Générale,... et une kyrielle de caisses d'épargne catalanes.

Barcelone puissante, Barcelone dynamique, Barcelone «avant-gardiste» comme l'annonçait, avec le siècle naissant, le «modern style» d'Antonio Gaudí, comme le clame encore «La Vanguardia», le journal le plus lu d'Espagne après la madrilène «El País». Cet «avant-gardisme» se distingue aussi, actuellement, dans des structures publiques ou privées qui marquent, dans des domaines divers, l'affirmation de l'identité catalane. Ainsi le Centre Internacional Escarré per les Minories Etniques i les Nacions (C.I.E.M.E.N.) qui, sur un territoire où partout le bilinguisme s'affiche, administrations, médias, enseignement...², prône le monolinguisme catalan qui, souvent, génère les récriminations de médias et hommes politiques espagnols qui n'hésitent pas à parler de «génocide linguistique» contre les castillanophones résidant en Catalogne. Autre organisme original, le Patronat Català Pro Europa, créé par la Generalitat de Catalunya en 1982 «dans le but de former, informer et sensibiliser la

société catalane sur la réalité communautaire», le Patronat composé de la Generalitat, des chambres de commerce et d'industrie, d'Universités, de la municipalité de Barcelone, d'associations et de fédérations de municipalités catalanes... permet à la région Catalogne d'être représentée, de manière officielle au niveau européen alors que seuls les Etats sont, généralement, admis comme représentatifs.

La présomptueuse Catalane a sur les Ramblas, l'allée qui mène de son cœur à sa façade maritime, des airs de napolitaine lorsque s'agitent sous le nez des promeneurs boîtes d'allumettes ou mouchoirs tendus par des mains d'enfants fébriles, elle devient capiteuse et provocante, avec les allures d'une Batave, lorsque la nuit venue le sexe se met

en vitrine et que Plaça Reial, la musique, les bruits de la fête se mêlent aux sirènes d'une police aux aguets, traqueuse de l'extase artificielle qui circule ouvertement.

Sur les Ramblas, la puissante Barcelone, Barcelone la rebelle, la Dolorès Ibarurri de pierre et de sang, relègue, paradoxalement, son identité, lorsque non loin des prostituées et des travestis, la marge s'endort aussi sur des bancs, emmitoufflée dans des cartons, et qu'Elle, devient fille naturelle, de l'Occident, et qu'Elle s'affirme capitale occidentale où la si galvaudée «fracture sociale» prend, alors, toute sa dimension.

Les trop prompts amalgames concernant les «minorités» paraissent, ainsi, sur certains points, abusifs. La Catalogne, si elle participait d'une autre péninsule, serait plus lombarde que calabraise et sujette, peut-être, à d'identiques tentations séparatistes !?

Le rapprochement en avril 1996 du président du gouvernement autonome de Catalogne, Jordi Pujol et de José Maria Aznar, le leader du Parti populaire (P.P.) peu amène envers les Catalans³, sous la pression des groupes de pression économiques, confirme, si besoin en était, l'importance

de la Catalogne dans la Péninsule Ibérique. Dès lors, Catalogne et Corse, même combat ? Mettre en parallèle ces deux entités de la Méditerranée fausse, déjà, la juste perception que l'on devrait avoir de ces deux sociétés. Les dérives mêmes, qui les guettent ou les étreignent déjà, sont de source différente. Les catalanes pourraient être les conséquences d'une politique voulue par Pujol, néolibéral convaincu, ou/et par un sentiment de puissance confortant l'arrogance déjà perceptible d'une région riche dont le poids politique et le rôle économique sont les armes principales ; les Corses sont, déjà, celles d'un Mezzogiorno particulier, les conséquences d'une crise économique doublée de troubles politiques et d'un certain désarroi moral face à des espoirs et des mythes qui s'effondrent, aggravés, amplifiés, utilisés par certains qui font de la menace un argument et de la terreur une action politique. ■

M-P. VALLI

1 Cf à ce sujet l'entretien que nous a accordé Aureli Argemi, le secrétaire général du C.I.E.M.E.N. dans l'article intitulé «Rencontre linguistique avec le C.I.E.M.E.N.», «A l'Asgiu» nu 5.

2 Depuis la loi promulguée par le gouvernement de Catalogne dite Loi 7 du 18 avril 1983 portant sur la normalisation linguistique en Catalogne. La normalisation y est définie comme «un droit et un devoir» ; voici plus complètement l'extrait qui la concerne : «Le rétablissement du catalan comme langue particulière de la Catalogne est un droit et un devoir irréfutable du peuple catalan, droit et devoir devant être respectés et protégés. Dans ce sens, il faut en étendre la connaissance, dans le sein de la société catalane, à tous ses citoyens, quelle que soit leur langue habituelle, à partir d'une conception globale par laquelle tous les citoyens acceptent l'usage des deux langues et parviennent à les connaître et à assumer ainsi la récupération de la langue catalane comme un des facteurs fondamentaux de la reconstruction de la Catalogne».

3 Cf à ce sujet l'article très significatif de Manuel Vazquez Montalban, «Qui a peur des Catalans ?» in «Le Monde Diplomatique», Août 1996. En voici un extrait : «Quand le Parti Populaire remporta les élections européennes de 1995, ses partisans manifestèrent aux cris de : «Pujol, enano, habla castellano !» (Pujol, nain, parle castillan). Et le soir du 3 mars 1996, quand tous les sondages «de sortie des urnes» annonçaient que la victoire du PP aux élections législatives serait tellement importante qu'il disposerait de la majorité absolue à l'Assemblée et qu'il n'aurait nul besoin d'établir des alliances avec un autre parti, les mêmes partisans descendirent à nouveau dans les rues en répétant : «Pujol; enano, habla castellano !».